



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique migratoire

Question au Gouvernement n° 479

Texte de la question

POLITIQUE MIGRATOIRE

M. le président. La parole est à Mme Marie-France Lorho, au titre des députés non inscrits.

Mme Marie-France Lorho. Nous discuterons en février d'un nouveau texte sur l'asile et l'immigration. Déjà, les journaux brocardent toute évolution légale qui préserverait les Français des déferlements migratoires.

En France, le rejet de l'immigration de masse fait pourtant l'unanimité. Sondage après sondage, étude après étude, notre peuple répète un constat simple : il ne veut plus d'immigration. Il n'y a plus que quelques cercles financiers et des groupuscules subventionnés pour s'en étonner ! *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

Partition du territoire, insécurité culturelle, importation de conflits étrangers : autant de stigmates douloureux pour l'unité nationale. Pire, l'appareil d'État persécute ceux qui s'émeuvent de la destruction du cadre de vie des Français : ainsi l'animateur du site « Fdesouche » est-il régulièrement visé par des enquêtes sans lendemain. *(Rires sur les bancs du groupe FI.)*

Vous avez adopté un discours de fermeté sur les flux migratoires : c'est bien. Vous n'êtes cependant pas les premiers à tenir un tel discours ! Les Français, quelle que soit leur sensibilité politique, veulent des actes : ils veulent l'expulsion des délinquants étrangers, la sortie de Schengen et la fin immédiate de l'inconditionnalité des aides sociales pour certains migrants, qui provoque un véritable appel d'air pour toujours plus d'immigration. *(Exclamations sur les bancs du groupe FI et sur divers bancs des groupes NG, REM et MODEM.)*

Un peuple a le droit de décider de son avenir. Un peuple a le droit de décider qui il veut accueillir.

Notre pays n'a plus les moyens de lutter contre la pauvreté des siens : les préfets arbitrent régulièrement entre le logement des plus pauvres et celui des migrants. Cette situation confine à la défiance, sinon à la guerre civile ! *(Exclamations sur les bancs du groupe FI.)*

Aussi je vous pose cette question simple : allez-vous enfin proposer un référendum aux Français pour savoir s'ils acceptent que l'immigration et ses conséquences continuent sur notre sol ? C'est à la société, aux familles françaises de décider si elles désirent que leur voisinage soit le reflet de l'explosion démographique d'autres continents et de guerres criminelles au Proche-Orient. Entendons les Français exaspérés que les autres passent toujours avant les nôtres ! *(Applaudissements parmi les députés non inscrits. – Exclamations sur divers bancs.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur. Madame la députée,

comme je l'ai dit hier, la position du Gouvernement est claire ; elle repose sur deux idées que nous devons garder simultanément à l'esprit pour avancer. Premièrement, nous avons un impératif d'humanité : c'est l'honneur de la France que d'accueillir celles et ceux qui fuient les théâtres de guerre (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, REM et MODEM, et sur plusieurs bancs des groupes GDR et NG*), ou sont victimes de persécutions pour des raisons politiques, ethniques ou religieuses.

M. Stéphane Peu. Eh oui ! Ce ne sont pas que des mots !

Mme Marie-Christine Dalloz. « En même temps »...

Mme Jacqueline Gourault, ministre. Deuxièmement, nous devons veiller à l'efficacité, car on ne saurait garantir le droit d'asile sans maîtriser les flux migratoires, sans reconduire à la frontière celles et ceux qui n'ont pas vocation à rester sur notre sol.

Je dois vous le dire, madame la députée : d'une certaine manière, votre intervention me rassure. Vous critiquez l'action de ce Gouvernement en tant que représentante de la Nation : c'est votre droit. Mais on nous fait souvent un reproche inverse du vôtre : notre ligne serait trop sécuritaire, voire inhumaine. C'est sûrement parce que nous sommes sur la bonne ligne,...

M. Christian Jacob. Certainement pas !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. ...sur le bon chemin, celui du progrès, du réalisme et de l'humanisme !

M. Fabien Di Filippo. Celui du renoncement !

Mme Jacqueline Gourault, ministre. En tout cas, pour ce qui nous concerne, madame la députée, nous ne faiblirons pas ; nous continuerons sans relâche, avec détermination, notre action pour transformer ce pays. Nous le ferons, surtout, en respectant la société française dans son ensemble, ainsi que ceux qui ont vocation à s'y insérer, qui en démontrent la volonté en apprenant le français, en faisant des stages, en travaillant. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes REM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-France Lorho](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 479

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur (Mme la ministre auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Intérieur (Mme la ministre auprès du ministre d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 janvier 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 janvier 2018](#)